

MANUEL + APPLICATIONS

DCG 5

ÉCONOMIE CONTEMPORAINE

Stéphane Dang

MAÎTRISER LES COMPÉTENCES ET RÉUSSIR L'EXAMEN

- Cours complet et fiches méthode
- 240 QCM et 80 exercices et cas progressifs
- Des grilles pour s'autoévaluer
- 7 sujets type d'examen



Vidéos d'experts avec



Le Lab50



Des ressources numériques intégrées

www.dcg.vuibert.frTéléchargez les corrigés
et des ressources
supplémentaires

Vuibert

DCG 5

ÉCONOMIE CONTEMPORAINE

2^e édition

Stéphane Dang

Agrégé d'économie-gestion

Membre du jury de correction de l'UE 5

Vuibert

Des ressources numériques OFFERTES sur



dcm.vuibert.fr

POUR LES ÉTUDIANTS

- Les corrigés des QCM et des exercices
- Les schémas de synthèse pour réviser tous les thèmes de l'épreuve
- Des conseils pour bien préparer l'examen
- Toute l'actualité de l'expertise comptable

+ Un sujet type d'examen corrigé

POUR LES PROFESSEURS

- Les corrigés de l'ensemble des activités (QCM, exercices, cas de synthèse, sujets type d'examen)
- Des supports de cours sous forme de diaporamas modifiables
- Des schémas de synthèse vierges à exploiter avec les étudiants

Ces ressources numériques sont accessibles jusqu'à la parution de l'édition suivante.



Le Lab50 a été fondé par deux institutions professionnelles réunies : la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Paris et l'ordre des experts-comptables de Paris Ile-de-France.

Se positionnant comme laboratoire de la transformation de la profession du chiffre, le Lab50 ambitionne d'aider les professionnels à comprendre le nouvel environnement numérique en proposant des solutions concrètes à mettre en place dans leurs structures d'exercice.

Le Lab50 est composé de 3 groupes de travail (GT) :

- le GT client qui réfléchit sur la valeur que peut apporter le professionnel à son client ;
- le GT data qui réfléchit sur l'impact de la donnée sur le quotidien du professionnel ;
- le GT prospective international qui étudie la transformation métier à l'international.

Vuibert et le Lab50 se sont associés pour vous proposer les vidéos d'experts présentes dans cet ouvrage.

Mode d'emploi.....	V
Programme.....	VI
L'épreuve d'économie contemporaine.....	1
Maîtrisez la méthodologie.....	2

PARTIE 1 – FONDEMENTS ET FINALITÉS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

1 Objet et enjeux de l'économie contemporaine.....	14	<input type="checkbox"/>
2 Le fonctionnement et la représentation de l'activité économique.....	34	<input type="checkbox"/>
3 La création de richesse et la mesure de l'activité économique.....	56	<input type="checkbox"/>
Sujet type d'examen 1	77	<input type="checkbox"/>

PARTIE 2 – LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ.....

4 Fondement et régulation du marché.....	80	<input type="checkbox"/>
Sujet type d'examen 2	109	<input type="checkbox"/>

PARTIE 3 – LES CONTRIBUTIONS DES ACTEURS FINANCIERS À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.....

5 Les agents à capacité et besoin de financement.....	112	<input type="checkbox"/>
6 Le rôle des banques et des marchés financiers.....	134	<input type="checkbox"/>
Sujet type d'examen 3	161	<input type="checkbox"/>

PARTIE 4 – LA RÉGULATION PUBLIQUE DANS UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ.....

7 Place et rôle de l'État.....	164	<input type="checkbox"/>
8 Rôle et contraintes des politiques économiques.....	185	<input type="checkbox"/>
9 Le cadre de l'Union européenne dans la détermination des politiques économiques.....	203	<input type="checkbox"/>
Sujet type d'examen 4	227	<input type="checkbox"/>

PARTIE 5 – CROISSANCE : ORIGINES ET ENJEUX  228

10 Fondements et finalités de la croissance	230	<input type="checkbox"/>
11 Les déterminants de la croissance potentielle	251	<input type="checkbox"/>
12 L'ouverture internationale des économies et ses effets sur la croissance	272	<input type="checkbox"/>
13 De la croissance potentielle au développement durable	303	<input type="checkbox"/>
Sujet type d'examen 5	323	<input type="checkbox"/>

PARTIE 6 – LES DÉSÉQUILIBRES SOCIAUX : EXPLICATIONS ET ENJEUX 324

14 Les déséquilibres du marché du travail	326	<input type="checkbox"/>
15 Le rôle de l'État dans la réduction des déséquilibres du marché du travail	351	<input type="checkbox"/>
16 Les politiques de redistribution face aux risques sociaux et aux inégalités sociales	371	<input type="checkbox"/>
Sujet type d'examen 6	394	<input type="checkbox"/>
Sujet type d'examen 7	395	<input type="checkbox"/>
Index	396	
Table des matières	401	

MODE D'EMPLOI

La collection DCG Vuibert a été conçue pour vous accompagner vers la réussite et la professionnalisation. Vous y trouverez en plus du cours complet des situations professionnelles concrètes et immersives, des exercices, de nombreuses ressources pour rythmer vos révisions (QCM, vidéos, documents, schémas) et un affichage des compétences attendues pour chaque chapitre et chaque activité.

● **DES FICHES MÉTHODE** pour comprendre les attentes de l'examen

● **UN COURS** complet et visuel

Compétences et savoirs attendus pour se repérer dans le programme

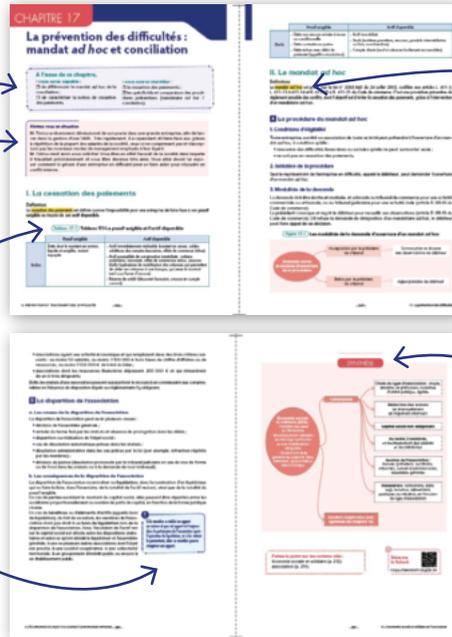
Mise en situation pour contextualiser professionnellement le cours

Schéma ou tableau

pour faciliter la mémorisation



pour souligner des nuances ou des pièges à éviter



Définition pour apprendre les notions clés

Exemple pour illustrer le cours

SCHÉMA DE SYNTHÈSE pour retenir l'essentiel

● **DES ACTIVITÉS PROGRESSIVES** pour s'entraîner de manière intensive

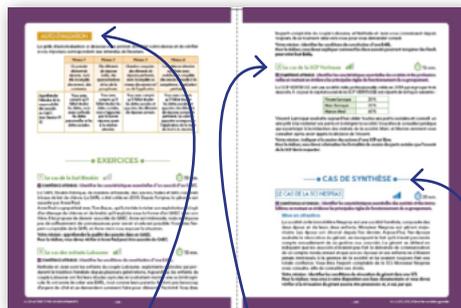
● **DES SUJETS TYPE D'EXAMEN**



QCM pour tester sa mémoire



Ressource à flasher pour pratiquer et réviser



Cas guidé et corrigé pas à pas avec de la méthode, des conseils et une **grille d'autoévaluation** fidèle à celle du jury

Exercices d'application de difficulté progressive pour s'entraîner

Cas de synthèse pour se projeter vers l'examen



Sujets type d'examen pour vous mettre en situation au fur et à mesure de la progression de vos connaissances.

Programme

Compétences attendues	Ouvrage
1. FONDEMENTS ET FINALITÉS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (20 heures)	
1.1. Quels problèmes l'économie tente-t-elle de résoudre ?	
<ul style="list-style-type: none"> – Mettre en évidence l'omniprésence du problème de la rareté des ressources. – Identifier l'allocation des ressources comme une recherche de l'adéquation entre des ressources rares et des besoins illimités. – Illustrer la logique de choix et d'arbitrage des agents sur l'emploi des ressources. 	<p>Chapitre 1. Objet et enjeux de l'économie contemporaine</p>
1.2. Qu'est-ce que l'activité économique ?	
<ul style="list-style-type: none"> – Identifier et schématiser les relations entre les différents agents économiques. – Commenter la répartition des dépenses de consommation. – Différencier les différentes formes d'épargne. – Différencier les formes et les motifs de l'investissement. – Analyser la contribution des grandes variables de l'équilibre ressources-emplois à l'activité économique. 	<p>Chapitre 2. Le fonctionnement et la représentation de l'activité économique</p>
1.3. Comment l'activité économique crée-t-elle de la richesse ?	
1.4. Comment rendre compte de la situation économique d'un pays ?	
<ul style="list-style-type: none"> – Identifier la contribution des différents acteurs à la création de richesse. – Caractériser un tissu productif à l'aide de données statistiques. – Analyser les enjeux de la répartition de la valeur ajoutée entre les différents bénéficiaires. – Repérer comment le PIB rend compte de la richesse créée. – Comparer la situation de pays dans le temps et l'espace à partir de différents indicateurs. – Justifier l'usage d'indicateurs alternatifs au regard des limites du PIB. 	<p>Chapitre 3. La création de richesse et la mesure de l'activité économique</p> <p>Sujet type d'examen 1</p> <p>Sujet type d'examen 7</p>
2. LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ (30 heures)	
2.1. Pourquoi l'économie de marché s'est-elle imposée en tant que principal régime d'organisation économique et sociale ?	
2.2. Pourquoi encadrer le fonctionnement du marché ?	
<ul style="list-style-type: none"> – Identifier les caractéristiques des économies de marché. – Caractériser les différentes formes de concurrence. – Mettre en évidence les mécanismes de formation des prix. – Identifier le rôle des prix dans le comportement des agents et l'allocation des ressources. – Étudier les bienfaits attendus et les limites de la concurrence sur un marché. – Repérer les différentes structures de marché de concurrence imparfaite. – Analyser les comportements des acteurs et leurs répercussions sur l'équilibre d'un marché déterminé en concurrence imparfaite. – Identifier les organes chargés de la régulation de la concurrence et les mesures contribuant au maintien de la concurrence. – Repérer des cas d'externalités et de biens collectifs, en appréhender les conséquences. – Identifier des dispositifs permettant de répondre aux défaillances du marché. 	<p>Chapitre 4. Fondement et régulation du marché</p> <p>Sujet type d'examen 2</p>

3. LES CONTRIBUTIONS DES ACTEURS FINANCIERS À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (20 heures)	
3.1. Au niveau macroéconomique, quels sont les agents à besoin ou à capacité de financement ?	
<ul style="list-style-type: none"> – Identifier les agents à besoin et à capacité de financement. – Analyser le comportement d'épargne des ménages. – Identifier les modalités de financement des entreprises et de l'État. – Analyser les conséquences du choix d'une modalité de financement pour un agent économique donné. 	<p>Chapitre 5. Les agents à besoin et capacité de financement</p>
3.2. Quels sont les rôles respectifs des banques et des marchés financiers dans le financement de l'activité économique ?	
<ul style="list-style-type: none"> – Identifier les fonctions des banques. – Appréhender la diversité des marchés de capitaux. – Analyser la contribution des banques et des marchés de capitaux à l'activité économique. – Repérer les nouvelles sources de financement. – Analyser les mécanismes financiers d'une crise réelle (passée ou actuelle) et ses conséquences sur l'activité économique. 	<p>Chapitre 6. Le rôle des banques et des marchés financiers.</p> <p>Sujet type d'examen 3</p>
4. LA RÉGULATION PUBLIQUE DANS UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ (40 heures)	
4.1. Quels sont la place et le rôle de l'État ?	
<ul style="list-style-type: none"> – Identifier les fonctions de l'État. – Repérer les différents organes de l'action publique au niveau national ou local. – Comparer les choix budgétaires de plusieurs États (niveau et structure des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires). – Analyser l'évolution des finances publiques d'un pays et ses enjeux. 	<p>Chapitre 7. La place et le rôle de l'État.</p>
4.2. Quelles politiques économiques l'État peut-il mener ?	
<ul style="list-style-type: none"> – Distinguer les différents types de politiques économiques. – Identifier les caractéristiques des politiques d'offre et de demande. – Apprécier les enjeux d'une politique économique donnée. – Analyser une décision de politique économique dans un contexte précis. 	<p>Chapitre 8. Rôle et contraintes des politiques économiques</p>
4.3. L'appartenance à l'Union européenne influence-t-elle la conduite de la politique économique des pays membres ?	
<ul style="list-style-type: none"> – Identifier les enjeux des principales phases d'élargissement et d'approfondissement de la communauté économique européenne (CEE) puis de l'Union Européenne (UE). – Illustrer les principes de proportionnalité et de subsidiarité. – Caractériser l'organisation de la régulation conjoncturelle au sein de l'Union Économique et Monétaire. – Expliquer les mécanismes permettant d'atteindre les objectifs de la politique monétaire. – Analyser les difficultés posées par les divergences structurelles au sein de l'Union Européenne. 	<p>Chapitre 9. Le cadre de l'Union Européenne dans la détermination des politiques économiques.</p> <p>Sujet type d'examen 4</p>
5. LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE : ORIGINES ET ENJEUX (60 heures)	
5.1. La croissance économique doit-elle être systématiquement recherchée ?	
<ul style="list-style-type: none"> – Différencier croissance économique, fluctuations de l'activité et développement économique. – Analyser le rôle de la croissance sur une économie. 	<p>Chapitre 10. Fondements et finalités de la croissance.</p>
5.2. Qu'est-ce qui détermine le potentiel de croissance d'une économie ?	
<ul style="list-style-type: none"> – Identifier et analyser les déterminants de la croissance. – Mettre en évidence le rôle du progrès technique dans la croissance. 	<p>Chapitre 11. Les déterminants de la croissance potentielle.</p>

5.3. Quelle est l'influence de l'ouverture internationale d'une économie sur sa croissance économique ?	
<ul style="list-style-type: none"> - Distinguer internationalisation et mondialisation. - Caractériser les principaux flux d'échanges. - Expliquer le rôle des firmes multinationales et de la division internationale des processus de production dans la dynamique des échanges. - Justifier la défense du libre-échange et les motivations protectionnistes. - Identifier les différentes modalités du protectionnisme. - Identifier les principaux soldes de la balance des paiements d'une nation. - Analyser la situation extérieure d'un pays à partir d'indicateurs et en repérer les conséquences sur la croissance économique. - Expliquer les enjeux des politiques d'attractivité vis-à-vis de la croissance économique. 	<p>Chapitre 12. L'ouverture internationale des économies et ses effets sur la croissance.</p> <p>Sujet type d'examen 5</p>
5.4. Quel potentiel de croissance dans la perspective d'un développement durable ?	
<ul style="list-style-type: none"> - Caractériser le développement durable dans ses trois dimensions <p>Analyser les effets attendus des mesures de politique environnementale sur les comportements des acteurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyser les opportunités et les limites du développement durable en termes de croissance économique. 	<p>Chapitre 13. De la croissance potentielle au développement durable.</p>
6. LES DÉSÉQUILIBRES SOCIAUX : EXPLICATIONS ET ENJEUX (30 heures)	
6.1. Comment expliquer les déséquilibres sur le marché du travail ?	
<ul style="list-style-type: none"> - Caractériser la situation du marché du travail à l'aide d'indicateurs variés. - Appréhender la diversité des situations des individus sur le marché du travail. - Comparer la situation de l'emploi dans différents pays par l'analyse de données statistiques. - Analyser les causes structurelles et conjoncturelles du chômage, sur un marché donné. - Identifier les causes du dualisme et de la polarisation du marché du travail. - Analyser les conséquences de la révolution numérique sur l'emploi et les modalités de travail. 	<p>Chapitre 14. Les déséquilibres du marché du travail.</p>
6.2. Comment l'action publique peut-elle limiter les déséquilibres sur le marché du travail ?	
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les principales mesures prises dans le cadre des politiques de l'emploi au sein des pays de l'OCDE. - Distinguer les mesures dites passives et actives. - Comparer les effets attendus des différentes mesures des politiques de l'emploi et des politiques pour l'emploi. - Analyser les enjeux de la flexibilité sur le marché du travail, dans ses différentes formes. - Caractériser l'action des pouvoirs publics pour accompagner les transformations du marché du travail. 	<p>Chapitre 15. Le rôle de l'État dans la réduction des déséquilibres du marché du travail.</p>
6.3. Quelles politiques de redistribution face aux risques sociaux et aux inégalités sociales ?	
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les différentes formes d'inégalités et les principaux risques sociaux. - Analyser les enjeux de la lutte contre les inégalités et de la couverture des risques sociaux. - Caractériser les différents instruments des politiques de redistribution. - Analyser l'évolution des principales dépenses et recettes des politiques contemporaines de redistribution. 	<p>Chapitre 16. Les politiques de redistribution face aux risques sociaux et inégalités sociales.</p> <p>Sujet type d'examen 6</p>

L'épreuve d'économie contemporaine

L'épreuve d'économie contemporaine est une épreuve écrite de 4 heures, coefficientée 1. Son obtention permet l'octroi de 14 crédits ECTS.

L'intégralité du sujet s'inscrit obligatoirement dans le cadre d'une mise en situation donnée en introduction du sujet.

Le sujet se compose de deux parties :

1. Analyse d'un dossier documentaire (10 points)

La première partie est introduite par une mission à réaliser. Pour réaliser cette mission, un dossier documentaire est remis au candidat afin qu'il puisse réaliser quatre travaux distincts.

2. Question problématisée (10 points)

La deuxième partie est introduite par une nouvelle mission à réaliser qui va consister en une réponse argumentée et structurée à une problématique donnée dans le sujet.

Sujet	Partie 1 FONDEMENTS ET FINALITÉS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	Partie 2 LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ	Partie 3 LES CONTRIBUTIONS DES ACTEURS FINANCIERS À L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	Partie 4 LA RÉGULATION PUBLIQUE DANS UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ	Partie 5 CROISSANCE : ORIGINES ET ENJEUX	Partie 6 LES DÉSÉQUILIBRES SOCIAUX : EXPLICATIONS ET ENJEUX
2020	X		X	X	X	
2021	X	X			X	
2022		X		X	X	



1. Comprendre le vocabulaire des consignes

Dans le cadre de vos évaluations et de l'examen, vous serez amené à répondre à des questions, dans lesquelles apparaîtront régulièrement un certain nombre de verbes clés, des verbes d'action. Ceux-ci doivent devenir familiers et vous permettre de vous orienter facilement dans votre réponse, sans crainte de contresens ou de hors sujet.

Analyser : distinguer, étudier, examiner des faits et données

Exemple : « À partir des documents joints, analysez les performances du commerce extérieur de la France. »

Distinguer les causes conjoncturelles des causes structurelles.

Différencier les périodes de déficit et d'excédent.

Mesurer l'évolution du phénomène.

Identifier les points forts et les limites.

Démontrer, justifier (évalue la capacité à appliquer des savoirs pour construire une réponse argumentée)

Exemple : « Justifiez l'intervention de l'État en situation de crise économique. »

Rappeler les fonctions de l'État moderne.

Montrer les spécificités de l'action de l'État.

Indiquer les effets attendus.

Expliquer, commenter (évalue la capacité à transmettre un savoir à partir d'une réponse construite)

Exemple : « Expliquez les causes du chômage en France. »

Utiliser les outils d'analyse adaptés.

Confronter la théorie aux faits et données.

Repérer les points de convergences et de divergences à partir de la confrontation théories-faits.

Identifier (évalue le degré de maîtrise des savoirs pour repérer un ou des phénomènes)

Exemple : « Identifiez les causes du chômage au sein des pays développés. »

Distinguer les causes conjoncturelles et structurelles.

Distinguer les causes locales, nationales, internationales.

Distinguer les causes macroéconomiques et microéconomiques.

Présenter (évalue la profondeur et la maîtrise d'une théorie, d'un concept)

Exemple : « Présentez les effets et limites du principe du multiplicateur de l'investissement. »

Rappeler le courant auquel le concept est attaché (analyse keynésienne).

Détailler le mécanisme, sa spécificité et ses limites.

Indiquer la pertinence du concept dans un contexte contemporain.

Qualifier, caractériser, préciser, différencier, comparer (mesure la capacité à utiliser des savoirs pour décrire une situation)

Exemple : « Caractérisez l'évolution du chômage en France. »

Repérer les spécificités du chômage en France.

Comparer la situation de la France au regard de pays comparables.

Qualifier la situation du chômage en France.

Rappeler, indiquer (évalue le degré de maîtrise des savoirs)

Exemple : « Rappelez les différentes approches de la science économique selon les auteurs. »

Connaître les écoles classiques et néoclassiques.

Distinguez les différences d'approches concernant l'objet d'étude de la science économique.

Définir la science économique.

Synthétiser (évalue la capacité à réunir de manière cohérente des idées, des faits donnés pour les restituer de manière structurée et concise)

Exemple : « Synthétisez un corpus documentaire sur un thème donné. »

Repérer les informations essentielles de chaque document.

Regrouper par thèmes les informations repérées.

Structurer de manière cohérente les informations pour en dégager un plan et une problématique.



2. Analyse d'un dossier documentaire

À partir d'une mise en situation donnée en introduction du sujet, une base documentaire vous est remise afin de réaliser la première partie du sujet. Elle comporte plusieurs types de documents : des articles de presse et/ou des analyses économiques issues d'organismes statistiques (INSEE, Eurostat, OCDE), des tableaux ou des graphiques. À partir de cette base, il vous est demandé de réaliser une mission qui se décompose le plus souvent en quatre tâches. Pour réaliser ce travail, vous vous appuyez sur les documents et vos connaissances. Vos réponses devront s'inscrire dans le cadre de la mise en situation donnée. Ex. : si la mise en situation indique que vous travaillez dans une entreprise fortement ouverte à l'international et que les documents remis portent sur la situation macro-économique de la France, il faudra analyser en priorité les données relatives à la performance du commerce extérieur (la thématique des documents suit généralement l'ordre des tâches à réaliser). Enfin, il est important de bien prendre en compte les attendus des réponses en particulier dans la structuration de votre réponse (voir « Les attendus » ci-dessous).

Exemple de travail à réaliser : « Analysez l'évolution de l'investissement en France. »

● Dossier document

Document 1 : Alexandre Mirlicourtols, « Le taux d'investissement des entreprises s'envole en France », Xerfi – *La Tribune*, 14 juin 2019, voir en ligne sur www.latribune.fr.

Document 2 : L'évolution de l'investissement en France

L'investissement des entreprises non financières augmente de 4,3 % en valeur (après + 3,1 % en 2015 et + 1,9 % en 2014), soutenu principalement par les dépenses en activités informatiques (programmation, conseil, gestion d'installations) et en services d'information (traitement de données, hébergement de sites internet, etc.), qui progressent de 7,7 %. Ces dépenses représentent 16,0 % du total des dépenses d'investissement des entreprises non financières et cette part augmente légèrement chaque année. Bien que moins dynamiques, les dépenses en recherche et développement scientifique accélèrent (+ 3,2 % après + 1,8 % en 2015). Les dépenses en produits industriels contribuent également à la hausse des investissements des entreprises non financières, grâce notamment à l'investissement en véhicules automobiles (+ 9,9 %) et en construction, qui reprend après deux années de baisse (+ 2,1 % après - 1,1 % en 2015 et - 1,5 % en 2014). Au total, le taux d'investissement des entreprises non financières s'établit à 21,7 % et retrouve son niveau de 2008 (21,6 %).

Les institutions financières contribuent elles aussi à la hausse de l'investissement dans l'économie, avec une augmentation de 7,1 %, attribuable à l'accroissement de leurs dépenses en construction (+ 6,8 %), ainsi qu'en activités informatiques et en services d'information (+ 7,6 %). Cette progression fait suite à une hausse de même ampleur en 2015 (+ 6,0 %).

L'investissement des administrations publiques se stabilise en 2016 (- 0,1 % en valeur, après - 4,3 % en 2015 et - 5,5 % en 2014). Les dépenses en construction reculent toujours (- 5,5 %

après - 6,5 % en 2015) et ce sont les dépenses en matériels de transport, dopées par d'importantes livraisons de matériel militaire, qui soutiennent l'investissement public (+ 57,8 %). Ces dépenses ont été principalement le fait de l'État, dont l'investissement augmente de 15,0 % tous produits confondus, tandis que les dépenses des administrations publiques locales continuent de baisser (- 3,3 %, après - 9,7 % en 2015 et - 8,3 % en 2014).

Insee Références, édition 2017.

I. Les attendus

Les candidats doivent apporter une **réponse structurée** comprenant les éléments suivants :

- une référence explicite en début de réponse aux documents mobilisés pour répondre à la question ;
- une définition du terme et/ou des termes clés pour répondre à la question ;
- une réponse structurée avec des parties distinctes à faire ressortir à partir des documents et de vos savoirs ;
- une conclusion en forme de synthèse qui met en avant l'importance du phénomène étudié.

II. Le travail au brouillon

ÉTAPE 1 Identifier les termes à définir (2 min.)

Le terme central à définir est, dans le cas présent, **investissement**, ou **formation brute de capital fixe** pour la comptabilité nationale.

Dans un deuxième temps l'analyse porte sur l'évolution des différentes formes d'investissement qu'il faudra définir à savoir l'**investissement matériel et immatériel**.

Enfin, il pourra être précisé que le **taux d'investissement** se mesure par le rapport entre FBCF et PIB.

ÉTAPE 2 Structurer votre analyse (5 min.)

Lire et repérer la manière dont les documents abordent l'étude de l'investissement.

Le document 1 analyse les raisons du niveau élevé de l'investissement et les moteurs de ce niveau (investissement matériel ou investissement immatériel).

Dans le document 2, on distingue le niveau d'investissement des agents économiques en soulignant l'importance des entreprises non financières dans la contribution à l'investissement.

On peut donc structurer la réponse en distinguant investissement matériel et investissement immatériel puis, en second lieu, les niveaux d'investissement par agent économique.

ÉTAPE 3 Élaborer le plan détaillé de votre réponse (3 min.)

Introduction :

- Rappel des sources documentaires
- Définition investissement

I. L'importance relative mais prépondérante de l'investissement matériel

- Le poids de la construction pour les SNF
- L'investissement matériel inférieur à l'investissement immatériel

II. La montée en puissance de l'investissement immatériel

- Poids des sociétés non financières (informatique, SI et R & D).
- Investissement des sociétés financières en immatériel.

Conclusion : importance de l'investissement comme moteur de la croissance

● Le travail sur la copie

ÉTAPE 4 Procéder à la rédaction de vos notes (20 min.)

L'analyse de l'investissement s'appuie sur l'étude du document 1 (extrait Internet du quotidien économique *La Tribune* en date du 14 juin 2019) et document 2 (extrait de l'étude « Références » l'Insee 2017). L'investissement, ou formation brute de capital fixe pour la comptabilité nationale, correspond à l'acquisition par un agent économique de capital fixe afin d'en obtenir un revenu futur. On distingue investissement net et investissement de remplacement. Ainsi, l'investissement net correspond à l'acquisition de biens durables productifs, qui vont participer à l'accroissement de la capacité productive. Alors que l'investissement de remplacement se réalise à partir des dotations aux amortissements qui permettent le remplacement des biens durables frappé par l'usure ou l'obsolescence (Investissement brut = Investissement net + Investissement de remplacement).

I. L'importance relative mais prépondérante de l'investissement matériel

Avec plus de 24 % de taux d'investissement (FBCF/PIB), la France est à son plus haut niveau depuis la crise financière de 2008 et au-dessus de l'Allemagne.

La France est poussée par une dynamique de l'investissement plus importante qu'en Allemagne. L'origine de cette augmentation est d'abord liée à l'importance du poids de la construction dans l'investissement avec plus de 53 % du total. Les entreprises et les sociétés financières contribuent à cette augmentation alors qu'il recule pour les administrations publiques. L'investissement matériel qui correspond à l'acquisition de biens de production ne représente quant à lui un peu moins de 23 % en 2019.

L'investissement matériel est d'abord le fait des entreprises et des administrations qui investissent dans les véhicules automobiles. L'investissement est le fait de l'État.

Si on observe plus précisément, l'investissement matériel recule durablement par rapport à l'investissement immatériel.

II. La montée en puissance de l'investissement immatériel

Poids des sociétés non financières se traduit par des efforts importants d'investissement dans les activités informatiques, mais aussi des systèmes d'information (SI) et dans une moindre mesure dans la recherche et développement. Ce mouvement se retrouve dans l'investissement des sociétés financières qui investissent dans l'immatériel et en particulier l'informatique et les SI.

De manière générale on note que si l'investissement est au plus haut en 2019, sa reprise date de 2017 après deux années de baisse.

ÉTAPE 5 Rédiger la conclusion (3 min.)

L'investissement est plus que jamais au cœur de la dynamique de la croissance. En effet, les ruptures introduites par les innovations technologiques actuellement à l'œuvre nécessitent aujourd'hui d'investir massivement.

ÉTAPE 6 Relecture (2 min.)



3. Question problématisée

Dans la deuxième partie du sujet, il vous sera demandé de réaliser un travail d'argumentation et de répondre à une problématique donnée. En conséquence, il vous sera posé de manière explicite une question. Il est attendu en réponse à cette question une argumentation structurée s'appuyant sur la mise en situation donnée au début du sujet, sur vos compétences et sur vos connaissances (théoriques et factuelles).

Exemple : « La croissance verte est-elle une solution viable pour sortir de la crise ? »

● Le travail au brouillon

ÉTAPE 1 Bien lire le sujet pour en repérer l'intérêt et le contextualiser

(10 min.)

A Quelles est **l'actualité du sujet** ? Pour quelles raisons le sujet est-il proposé à un moment donné ?

Quel est son intérêt aujourd'hui ? ou Comment le sujet s'inscrit-il au regard de la mise en situation proposée.

B Le candidat doit établir les liens entre l'analyse du dossier documentaire de la première partie, le sujet traité et les enjeux qu'ils soulèvent.

Deux repères : un accord passé (Accord de Paris COP-21 2015) et un autre accord (« Green Pact ») à venir pour illustrer l'actualité et intérêt du sujet.

L'Accord de Paris 2015 (COP-21) relatif au climat et au changement climatique approuvé par 195 pays et rentré en vigueur en 2016 pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré.

En 2020, constat d'un écart grandissant, concernant l'émission de CO₂, entre les objectifs fixés en 2015 et les trajectoires d'émission actuelle.

Mise en place au sein de l'Union européenne d'un « **Green Pact** », une nouvelle stratégie de croissance verte pour « réconcilier l'économie avec la planète » avec, comme objectif, la recherche de la neutralité carbone d'ici 2050.

ÉTAPE 2 Lire et repérer les termes clés du sujet (10 min.)

A La notion de **croissance verte** est à définir dans une perspective de développement durable. Dans le prolongement du développement durable, la notion de viabilité sous-entend de faire mieux avec moins dans une logique d'innovation frugale par exemple.

B La notion de **viable** doit renvoyer à une dimension longue, donc durable dans une logique de développement durable.

C La notion de **crise** est à définir dans une acception soulignant les ruptures observées sous l'angle économique avec le ralentissement sur longue période du régime de

croissance dans les pays développés, sous l'angle social avec l'accroissement des inégalités de revenus et les difficultés de financement des États providence et enfin sous l'angle environnemental avec l'accélération des conséquences liées au dérèglement climatique et la surexploitation des ressources.

ÉTAPE 3

Recenser et structurer les idées et les connaissances (théories, faits, exemples) en lien direct avec le sujet (15 min.)

A Recenser les idées et connaissances en vous appuyant sur votre maîtrise des points du programme qui répondent le plus directement à la question.

Dans le cas présent 5 points du programme peuvent être retenus :

- Analyser le rôle de la croissance sur une économie (5.1)
- Mettre en évidence le rôle du progrès technique dans la croissance (5.2)
- Caractériser le développement durable dans ses trois dimensions (5.3)
- Analyser les effets attendus des mesures de politique environnementale sur les comportements des acteurs (5.3)
- Analyser les opportunités et les limites du développement durable en termes de croissance économique (5.3)

B Structurer vos idées en les regroupant par grandes thématiques

Autour de la croissance verte, on pourra distinguer :

- Les opportunités et limites économiques, sociales, environnementales d'une croissance verte
- Les différentes politiques économiques menées

ÉTAPE 4

Les éléments incontournables du plan

- Le plan peut comporter deux ou trois parties équilibrées en rapport direct avec le sujet
- Les titres de chaque partie doivent être apparents.
- À la fin de chaque partie, des transitions doivent être rédigées afin de servir de fil conducteur entre les parties.
- Chaque sous-partie doit comporter au moins un argument construit à partir des savoirs

ÉTAPE 5

Construire le plan de la question problématisée (15 min.)

À partir des étapes 3 et 4 vous pouvez dégager des parties (étape 3.B) dans lesquelles vous intégrer les éléments de la problématique (étape 4) :

A Première grande partie avec les questions à traiter : **Les opportunités et limites économiques, sociales, environnementales d'une croissance verte.**

- Comment les économistes abordent-ils cette question ?
- Le modèle de croissance traditionnel a-t-il encore un avenir ?
- Pourra-t-on se passer d'une croissance verte ?
- Les États du fait de leur endettement auront-ils les moyens de financer une croissance verte ?

B Seconde grande partie avec les questions à traiter : **Les différentes politiques économiques menées.**

- Comment réduire les déséquilibres environnementaux ?
- Quelles priorités en matière de politique économique verte ?
- Quels peuvent être les effets attendus des politiques économiques vertes.
- Le modèle de gestion internationale des problèmes environnementaux (COP) est-il adapté ?

● Le travail sur la copie

ÉTAPE 6 À partir des étapes 1, 2, 4 et 5, rédiger l'introduction (15 min.)

Elle devra comporter les trois éléments suivants :

- Accroche s'appuyant sur l'actualité du sujet et/ou la mise en situation donnée (Étape 1)
- Définition des termes clés du sujet (Étape 2)
- Annonce du plan en présentant les deux grandes parties (Étape 5)

ÉTAPE 7 À partir des étapes 3 et 5, rédiger le corps du développement (35 min.)

À partir du travail de recension des idées, connaissances en relation directe avec le sujet construisez un raisonnement qui respecte la logique suivante :

Idée	Argument	Illustration
Relancer l'économie par un investissement dans la croissance verte.	Justification théorique des effets à court terme du multiplicateur de l'investissement de J. M. Keynes sous contrainte de coordination en économie ouverte.	Green Pact européen.

ÉTAPE 8 Rédigez la conclusion (5 min.)

Synthétiser les arguments permettant de répondre à la problématique.

ÉTAPE 9 Relecture (5 min.)

4. Étude de données quantitatives

Dans le cadre de l'analyse du dossier documentaire pourront figurer des tableaux comportant des données chiffrées. Il est donc impératif de faire ressortir les données issues de ces tableaux afin de les citer explicitement lors des travaux à rendre. Pour interpréter ces données vous devrez vous appuyer sur vos compétences en matière d'analyse de données statistiques et sur vos connaissances spécifiques relatives au sujet étudié.

Exemple de question posée : « Expliquez à partir des ratios ci-dessus, la nature des choix à réaliser par l'État dans la construction annuelle du budget. »

Les principaux ratios de finances publiques en % du PIB

	2014	2015	2016	2017
Déficit du budget de l'État	3,9	3,6	- 3,5	- 2,7
Dette publique	94,9	95,6	98,2	98,5
Recettes du budget de l'État	53,3	53,2	53,2	53,8
Dépenses du budget de l'État	57,2	56,8	56,7	56,5

INSEE, Tableaux de l'économie française 2019.

● Le travail au brouillon

ÉTAPE 1

Repositionner le phénomène étudié dans le cadre de l'analyse économique (5 min.)

Le titre indique que les données sont relatives aux ratios des finances publiques. Il s'agit donc de **l'étude du budget de l'État à partir de l'analyse des recettes et dépenses de l'État**. La construction du budget de l'État détermine ses moyens d'action, donc sa place et son rôle dans l'économie.

Ce point est étudié dans le chapitre 7.

Par ailleurs, les ratios sont donnés en pourcentage du PIB. Cette normalisation de présentation facilite l'appropriation des ordres de grandeur. On doit donc avoir en tête les deux critères du pacte de stabilité que doivent respecter par les pays membres de l'UEM :

- un déficit inférieur à 3 % du PIB ;
- un endettement inférieur à 60 % du PIB.

Enfin pour mieux comprendre la nature des ratios étudiés, il convient d'avoir en tête le montant du PIB de la France en 2017 soit 2 292 milliards d'euros.

ÉTAPE 2 Repérer le cadre des données étudiées (2 min.)

Cadre temporel : étude sur quatre ans des principaux ratios des finances publiques.

Cadre spatial : étude des finances publiques de la France et membre de l'Union économique et monétaire.

Le phénomène étudié : évolution des ratios de déficit et d'endettement

ÉTAPE 3 Comprendre les données (3 min.)

Pour comprendre les données il convient de distinguer **déficit** et **endettement**.

Le **déficit** correspond à une situation des finances publiques caractérisée par un montant des dépenses publiques supérieures aux recettes publiques. NB : attention à ne pas confondre les notions de déficit des finances publiques et déficit du commerce extérieur
L'**endettement** correspond à la somme cumulée dans le temps des déficits.

Lecture des données du tableau :

En 2017 le déficit était de $-2,7\%$. Avec un montant de PIB à 2 292 milliards d'euros cela représente un déficit de 62 milliards d'euros.

En 2017 l'endettement représentait $98,5\%$ du PIB soit un montant de 2 263 milliards d'euros. Les dépenses étaient supérieures à 2,7 points par rapport aux recettes.

ÉTAPE 4 Les éléments d'analyse à faire ressortir

Une réduction du déficit sur l'ensemble de la période, ce qui permet à la France de revenir dans les normes du Pacte de stabilité à partir de 2017.

Une augmentation continue de l'endettement, ce dernier étant supérieur de 48,5 points à la norme du Pacte de stabilité.

Sur quatre ans le déficit du budget de l'État français est ramené de $-3,9\%$ à $-2,7\%$ en 2017. Cette réduction lui permet de respecter les normes du Pacte de stabilité. En revanche sur la même période on note une augmentation de l'endettement qui se rapproche des 100% du PIB. Ce dernier a augmenté de 3,6 points en quatre ans.

L'observation des recettes et dépenses montre que les recettes ont augmenté légèrement de 0,5 point en quatre ans alors que les dépenses ont reculé dans le même temps de 0,7 point.

● Le travail sur la copie

ÉTAPE 5 Rédiger les éléments d'analyse en les intégrant à l'étude des autres documents (5 min.)

L'idée-force est de faire ressortir les différents choix budgétaires opérés.

Pour financer son déficit, l'État doit emprunter. En 2017, l'endettement était de $98,5\%$ du PIB avec une continuelle augmentation sur les quatre dernières années. L'emprunt donne lieu au remboursement du capital et au versement d'intérêt (service de la dette). Pour réduire ce poids financier mais aussi pour respecter les engagements budgétaires européens (Pacte de stabilité) l'État dispose de deux choix pour réduire son déficit : augmenter les impôts ou réduire les dépenses. Entre 2014 et 2017, on observe que l'État a cherché à réduire ses dépenses car le déficit est en recul de 0,7 point. Cependant, augmenter les dépenses pour soutenir la croissance peut se traduire à terme par une augmentation des recettes (augmentation des recettes de TVA avec l'augmentation de la consommation par exemple) et une diminution des dépenses (si retour du plein-emploi diminution des versements d'allocation-chômage).

PARTIE 1



FONDEMENTS ET FINALITÉS DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

1 Objet et enjeux de l'économie contemporaine p. 14

I. L'objet de l'économie : la lutte contre la rareté p. 14

II. La recherche de l'adéquation entre besoins et ressources : la nécessité d'opérer des arbitrages p. 18

III. Les enjeux de l'économie contemporaine p. 20

Activités p. 25 à p. 33

2 Le fonctionnement et la représentation de l'activité économique p. 34

I. Les agents économiques et les opérations des agents économiques p. 35

II. La consommation et l'épargne p. 38

Activités p. 46 à p. 55

3 La création de richesse et la mesure de l'activité économique p. 56

I. La création de richesse au sein du tissu économique p. 57

II. La contribution des acteurs à la création de richesse p. 58

III. Le PIB indicateur de la richesse p. 62

Activités p. 67 à p. 76

■ Sujet type d'examen 1 p. 77

Dossier 1 : Analyse d'un dossier documentaire p. 77

Dossier 2 : Question problématisée p. 77



EXPLORER LE FUTUR DE VOTRE MÉTIER !



www.lienmini.fr/dcg05-01

« Grâce à l'analyse
de données de la macroéconomie,
l'expert-comptable
peut conseiller ses clients
sur leurs activités. » »

Objet et enjeux de l'économie contemporaine

À l'issue de ce chapitre,

• vous serez capable :

- de mettre en évidence l'omniprésence du problème de la rareté des ressources ;
- d'identifier l'allocation des ressources comme une recherche de l'adéquation entre ressources rares et besoins illimités ;
- d'illustrer la logique de choix et d'arbitrage des agents sur l'emploi des ressources.

• vous saurez identifier :

- le concept de science économique ;
- la variété et la rareté des ressources ;
- l'allocation des ressources.

Mettez-vous en situation

Dès son origine, l'objet de la science économique a été de rechercher une adéquation entre la satisfaction des besoins et la rareté des ressources. Cette inadéquation entraîne donc des arbitrages qui s'imposent à tous les acteurs économiques. Cependant, le contexte de déséquilibre environnemental et de surexploitation des ressources impose la nécessité de renouveler les choix traditionnels (avec la réduction progressive des motorisations diesel et leur interdiction à terme dans les villes par exemple) par la substitution progressive des énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz...) au profit des énergies renouvelables (hydraulique, éolien, solaire...) ou le passage d'une agriculture intensive au profit d'une agriculture raisonnée et locale. Pourquoi l'économie est-elle la science des choix ? Comment s'opèrent ces choix ? Quels sont les enjeux contemporains des choix à opérer ? Ce chapitre sera l'occasion de préciser les fondements des choix à réaliser.

I. L'objet de l'économie : la lutte contre la rareté

A De l'économie politique à la science économique

Définition

Le mot « **économie** » est emprunté au latin *œconomia*, lui-même emprunté au grec ancien *oikonomia* (« gestion de la maison ») formé des mots *oïkos* (« maison ») et *nómos* (« loi »).

Aristote et Platon ont été les premiers à s'intéresser à l'économie. Des pères de l'Église ou encore des philosophes arabes étudieront aussi la question et leurs analyses ont inspiré des économistes fondateurs comme Adam Smith, John Maynard Keynes et Karl Marx.

Définition

Le **mercantilisme** est un courant de pensée économique pour lequel la création de richesse provient de l'abondance d'hommes, d'argent et de l'intervention de l'État.

Le mercantilisme, considéré comme la première école de pensée en économie, émerge aux ^{xvi}^e et ^{xvii}^e siècle. Elle est l'expression de la nouvelle attitude qui se répand vis-à-vis des pratiques économiques et de leur place dans l'ordre social qui est aussi un ordre politique. Ce courant doit son nom à Adam Smith, qui cherche ainsi à souligner le rôle donné aux marchands et la richesse monétaire dans la prospérité d'une Nation. L'activité économique en général, l'enrichissement des marchands acquièrent une légitimité et s'émancipent des considérations éthiques et religieuses.

Les mercantilistes prolongeront leur analyse en accordant une place centrale à l'État dans le développement du système industriel et de sa protection de la concurrence étrangère. Une thèse qui sera ultérieurement reprise et défendue ardemment par Keynes dans l'avant-dernier chapitre de sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936).

L'économie comme discipline scientifique est étroitement associée aux transformations économiques et surtout industrielles qui se sont produites au ^{xix}^e siècle, mais aussi à « celles dans les autres domaines de l'activité humaine, de l'art à la technologie en passant par la religion » (Passet, 2010).



Les idées économiques ne peuvent être étudiées sans rapport avec le contexte historique qui les a vues naître, d'où la diversité des théories, des réflexions et des approches.

1. L'économie politique comme science des richesses

Définition

L'**économie politique** enseigne comment se forment et se consomment les richesses qui satisfont aux besoins des sociétés (J.-B. Say, *Traité d'économie politique*). C'est la science de la richesse, c'est-à-dire la science qui a pour but de déterminer comment la richesse est et doit être le plus rationnellement produite, échangée, répartie, employée dans l'intérêt des individus comme dans celui de la société tout entière (J. Garnier).

Elle fait son apparition à la fin du ^{xviii}^e et ^{xix}^e. Elle est illustrée par des auteurs classiques :

- Adam Smith, *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 1776 ;
- David Ricardo, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817 ;
- Karl Marx, *Le Capital*, 1868.

L'économie politique s'appuie sur une conception libérale qui se développera tout au long du ^{xix}^e siècle, principalement en Angleterre, qui reconnaît :

- l'existence de lois économiques naturelles, qui s'appliqueraient en tout lieu et en tout temps ;
- une vision de l'ordre économique comme un ordre marchand ;
- le libre-échange comme source de richesse généralisée.

Les interrogations principales des Classiques concernent ce qu'on appellerait aujourd'hui « le processus de croissance économique », c'est-à-dire « le processus d'accumulation des richesses ». Leurs réflexions portent sur :

- les causes de la richesse, ce qui conduit à s'interroger sur le processus de production, le mécanisme de la division du travail et les mécanismes de l'échange ;
- sa nature, ce qui conduit à s'interroger sur la nature de la monnaie et les concepts de valeur et de prix ;
- sa répartition et donc la détermination des revenus et les mécanismes de la redistribution (Deleplace, 2008).

2. L'économie politique devient « science économique »

L'émergence de l'école néoclassique marque le tournant de la « révolution marginaliste ». Selon Walras, l'un des pionniers de l'école néoclassique, les choses sont utiles si elles répondent à un besoin et en permettent la satisfaction.

Ce courant :

- remet en cause la théorie de la valeur-travail développée par les Classiques ;
- fonde la valeur d'un bien sur son utilité marginale décroissante ;
- établit que la concurrence pure et parfaite contribue, par les prix, à instaurer l'équilibre général ;
- affirme l'existence de lois économiques universelles, en continuité avec l'analyse classique, fondées sur la rationalité de l'*homo œconomicus*, recherchant en toute chose la maximisation de sa satisfaction, ne s'occupant que de transformer les biens économiques.

! Avec l'émergence de l'école néoclassique, on ne parlera plus de l'« économie politique », mais plutôt de la « science économique » comme science de choix.

Définition

La **science économique** étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usage alternatif (Lionel Robbins, *Essai sur la nature et la signification de la science économique*, 1947).

Les auteurs néoclassiques, Alfred Marshall, Carl Menger, Vilfredo Pareto et Léon Walras vont mettre l'accent sur l'existence de la rareté.

L'existence de contraintes de rareté crée le problème économique, lequel devient :

- Quoi produire et en quelle quantité : quelle est l'allocation optimale des ressources dès lors que celles-ci ne sont pas illimitées ?
- Comment produire : quelle est la combinaison productive la plus efficace, la plus économe ?
- Pour qui produire : comment répartir la richesse créée ?

Ces questions renvoient l'activité économique à trois actes fondamentaux : **la production, la consommation et la répartition (voir II)**.

B La rareté : une loi qui s'impose à tous face à des besoins illimités

1. Des besoins illimités

Définition

Le **besoin** correspond à une situation de manque accompagnée d'une envie de le faire disparaître par une action économique ou sociale. L'insatisfaction du besoin provoque une frustration alors que la satisfaction génère une amélioration du bien-être.

Cette définition du besoin englobe toutes les intensités de la privation, il peut s'agir d'un simple désir, d'une envie ou d'une nécessité impérieuse.

Les besoins répondent ainsi aux principes de :

- Satiété : l'intensité d'un besoin diminue au fur et à mesure qu'il est satisfait ; au-delà d'une certaine satisfaction, le besoin est saturé, il peut même donner lieu à une « désutilité ».
- Comparabilité : tout individu est capable d'établir une hiérarchie dans l'intensité de ses besoins et d'établir des priorités.

Les besoins peuvent être hiérarchisés et font l'objet de classifications. Traditionnellement, les besoins primaires sont distingués des besoins secondaires, il est également nécessaire de préciser la notion de besoins collectifs :

- Les besoins primaires sont ceux dont la satisfaction est indispensable à la survie, ils comportent une importante dimension physiologique : il s'agit de l'alimentation, la lutte contre les intempéries, du sommeil, d'un minimum d'hygiène...
- Les besoins secondaires sont ceux dont la satisfaction est plus superflue et non essentielle à la survie, ils présentent un caractère social.
- Les besoins collectifs sont ceux qui ne peuvent être satisfaits que par une action de la collectivité, par exemple la création des infrastructures nécessaires au développement des réseaux de communication.

! La frontière entre ces trois besoins et la façon de les satisfaire sont liées à l'environnement. La satisfaction d'un besoin primaire varie beaucoup dans le temps et l'espace. En fonction du degré de développement, certains besoins peuvent apparaître essentiels dans un contexte et plus accessoires dans un autre.

L'approche économique s'intéresse aux besoins qui peuvent être satisfaits par l'activité économique, c'est-à-dire par la consommation d'un bien ou d'un service produit par une entité privée ou publique. Cette approche correspond à une demande solvable. L'étude des besoins réalisée au travers du filtre de la demande solvable conduit à des choix de production qui permettent d'atteindre un optimum entre l'offre et la demande comme envisagé dans le cadre des théories classiques et néoclassiques. Toutefois de nombreux besoins restent insatisfaits pour deux raisons :

- Première raison : si les besoins exprimés ne correspondent pas à une demande solvable, ils ne seront pas satisfaits, sauf intervention de la collectivité.
- Seconde raison : la théorie de la filière inversée. En 1958, J. K. Galbraith met en évidence la notion de filière inversée et montre que l'offre est en mesure d'agir sur les besoins par le jeu de la publicité et des techniques de vente. L'offre crée ainsi sa propre demande, et les besoins sont sans cesse renouvelés.

2. Des ressources rares

Définition

Une **ressource** est une richesse, un moyen. On distingue différents types de ressources : naturelles, financières, physiques, humaines, informationnelles.

On distingue cinq catégories de ressources :

- Les **ressources naturelles** proviennent de la terre, du ciel, de la mer. Certaines sont non reproductibles, non renouvelables à l'échelle humaine ou s'épuisent, ce qui pose le problème de la recherche de substituts.
- Les **ressources financières** d'une unité de production correspondent aux deux grands types de capitaux qui permettent de financer son activité économique : les capitaux propres et l'endettement net.
- Les **ressources physiques** permettent de produire d'autres biens. On distingue le capital fixe – ensemble des biens durables permettant d'améliorer l'efficacité et l'efficience du travail – et le capital circulant – ensemble des biens non durables transformés pour produire d'autres biens (matières premières, produits non finis).
- Les **ressources humaines** dont les aspects quantitatifs et qualitatifs dépendent de la démographie, de l'amélioration des conditions de vie ou encore du système de santé, d'éducation et de formation.
- Les **ressources informationnelles** sont les informations nécessaires aux organisations pour la prise de décision et la résolution de problème.

Les ressources se caractérisent par un degré plus ou moins important de rareté.

Tableau 1.1 Classification des ressources selon leur rareté

Degré de rareté des ressources	Cas le plus fréquent : les ressources rares		Cas marginal : les ressources abondantes et/ou non rivales
	Ressources en voie d'épuisement au niveau mondial	Ressources rares au niveau d'une nation mais disponibles à l'échelle mondiale	
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> • L'énergie fossile • L'eau 	<ul style="list-style-type: none"> • Matières premières agricoles • Le travail hautement qualifié • Le capital financier 	<ul style="list-style-type: none"> • L'énergie solaire • La connaissance

! De par leur interaction avec l'environnement les besoins sont illimités alors que les ressources pour les satisfaire sont limitées.

II. La recherche de l'adéquation entre besoins et ressources : la nécessité d'opérer des arbitrages

Définition

La **rareté** est une situation de non-abondance des ressources, qui oblige à dépenser un effort ou à faire des sacrifices pour satisfaire ses besoins.

La rareté des ressources juxtaposée à l'immensité des besoins devient un arbitrage d'allocation des ressources. Ce choix s'impose à chaque agent économique aux niveaux microéconomique (consommateur, producteur) et macroéconomique (État).

Chaque agent est confronté à la maximisation de la fonction de consommation ou de production sous contraintes.

A Que produire ?

Il faut faire un choix des biens et des services à produire pour satisfaire les besoins des individus et de la collectivité.

La satisfaction des besoins (voir I.B) est obtenue à partir des biens. Selon leur incidence sur l'activité économique, on distingue plusieurs types de biens.

Tableau 1.2 Les types de biens et leurs caractéristiques

Type	Caractéristiques	Exemples
Biens de consommation Biens de production ou d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> • Ils satisfont directement un besoin. • Ils sont destinés à participer à plusieurs cycles productifs pour produire d'autres biens. 	Vêtement, aliment Équipement, bâtiment
Biens finaux Biens intermédiaires	<ul style="list-style-type: none"> • Prêts à l'opération (consommation, investissement, stockage, exportation) sans transformation. • Ils sont utilisés pour la production d'autres biens. 	Voiture, machine Matières premières, produits semi-finis

Biens complémentaires Biens substituables	<ul style="list-style-type: none"> • Ils ne peuvent être dissociés pour la satisfaction d'un besoin. • Ils peuvent satisfaire le même besoin. 	Voiture et carburant Café et thé
Biens privés Biens collectifs	<ul style="list-style-type: none"> • Ils satisfont les besoins privés de consommation. • Ils satisfont des besoins personnels mais peuvent être utilisés par d'autres en même temps. 	Vêtement, aliment Éducation, route
Biens matériels Biens immatériels	<ul style="list-style-type: none"> • Ils sont tangibles. • Ce sont les services. 	Ordinateur Assurance, banque
Biens non durables Biens durables	<ul style="list-style-type: none"> • Ils sont détruits à la première utilisation. • Leur utilisation peut s'étaler dans le temps. 	Aliment Voiture, électroménager

Un bien économique répond aux principes de :

- l'utilité (sa capacité à répondre à un besoin) ;
- la disponibilité (on peut se le procurer en tout temps) ;
- la rareté (il est disponible en quantité limitée).

Au sens économique, un bien est donc rare. En ce sens, certains biens comme l'air ne sont pas considérés comme des biens économiques, car supposés non rares. Cependant, l'épuisement ou l'altération de ces biens par la pollution, par exemple, va les raréfier ; ainsi l'air pur et respirable devient plus rare et engendre un coût pour obtenir un air purifié ; ils se transforment alors en biens économiques.

! Cela renvoie à la problématique du développement durable et d'une croissance soutenable, de la gestion des biens collectifs et des externalités, du rôle des pouvoirs publics et privés en la matière.

B Comment produire ?

Comme énoncé ci-dessus (II.A), l'acte productif utilise des ressources. Les ressources naturelles, le travail et le capital sont appelés facteurs de production.

Cette question provient donc du fait que la rareté des ressources oblige à faire des choix qui procurent un maximum de satisfaction pour un minimum de coût. Avec quelles ressources et quelles techniques les biens doivent-ils alors être produits ? Si l'on reprend la typologie des ressources, les arbitrages peuvent être les suivants :

Tableau 1.3 Actions à mener face à la rareté des ressources

Degré de rareté des ressources	Cas le plus fréquent : les ressources rares		Cas marginal : les ressources abondantes et/ou non rivales
	Ressources en voie d'épuisement au niveau mondial	Ressources rares au niveau d'une nation mais disponibles à l'échelle mondiale	
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> • L'énergie fossile • L'eau 	Matières premières agricoles Le travail hautement qualifié Le capital financier	<ul style="list-style-type: none"> • L'énergie solaire • La connaissance

! De par leur interaction avec l'environnement les besoins sont illimités alors que les ressources pour les satisfaire sont limitées.

Actions à envisager	<ul style="list-style-type: none"> • Limiter les gaspillages • Favoriser l'économie circulaire • Développer l'innovation et le progrès technique ainsi que les produits de substitution 	<ul style="list-style-type: none"> • Importer • Favoriser la circulation des facteurs de production • Favoriser le progrès technique 	Favoriser l'exploitation et la diffusion de ce type de ressources, toutefois ce type d'action nécessite la mobilisation d'autres ressources rares.
---------------------	--	---	--

Cela renvoie à l'efficacité de la combinaison productive des facteurs de production, à l'investissement, au marché du travail et à l'emploi, à l'influence des politiques publiques menées pour les orienter.

C Pour qui produire ?

La production de biens et services crée de la richesse répartie sous forme de revenus entre les différents facteurs de production.

C'est la répartition primaire qui permet d'obtenir les parts respectives :

- des salaires ou le revenu du facteur travail ;
- des dividendes et intérêts ou revenu du facteur capital ;
- des loyers ou revenu de la terre ;
- du profit ou revenu des entreprises ;
- des impôts ou revenu des administrations publiques.

! Cette question soulève celle des inégalités dans la répartition des richesses au niveau mondial et de l'inégalité des revenus. Elle renvoie donc à des thèmes comme les relations et le commerce internationaux ou encore l'intervention publique par des politiques fiscales et/ou sociales pour atténuer ces inégalités.

La répartition secondaire à travers les mécanismes de la redistribution s'intéresse aux éléments constitutifs des revenus des individus.

III. Les enjeux de l'économie contemporaine

A Les choix envisageables dans l'allocation des ressources

1. Les différentes approches dans l'arbitrage besoins-ressources

L'impact de la relation entre besoins et ressources : les lois de la population et des rendements décroissants

Définition

La **loi de la population** souligne que les ressources croissent moins vite que l'augmentation de la population.

Dès l'origine de l'économie politique moderne au XVIII^e siècle, les auteurs classiques mettent en avant des lois économiques pour souligner les déséquilibres entre besoins et ressources.

T. R. Malthus souligne dans son *Essai sur le principe de population* (1798), que la « population tend constamment à s'accroître au-delà des moyens de subsistance et qu'elle est arrêtée par cet obstacle ». En effet, toute société est régie par deux lois :

- une loi de subsistance selon laquelle la production croît selon une progression arithmétique (1, 2, 3, 4, 5, 6...);

- une loi de population selon laquelle la population croît selon une progression géométrique (1, 2, 4, 8, 16, 32...).

Définition

La **loi des rendements décroissants** souligne que, lorsqu'on augmente la quantité des facteurs de production, l'accroissement de la production au-delà d'un seuil ralenti.

D. Ricardo, dans le chapitre 6 de *Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), analyse les rendements des terres agricoles. Reprenant la loi de la population de Malthus, il indique qu'en raison de l'accroissement de la population, il est nécessaire de cultiver de nouvelles terres. Les terres les plus productives ayant déjà été utilisées pour assurer le rendement le plus élevé, des terres moins productives sont mobilisées. Ainsi, au fur et à mesure de l'augmentation de la production, les rendements deviennent décroissants.

L'allocation des ressources et le rôle du progrès technique

Dans l'analyse néoclassique, l'équilibre concurrentiel du marché est déterminé par les mécanismes de fixation des prix. En conséquence, si des déséquilibres apparaissent, ils ne peuvent résulter que d'une mauvaise allocation des ressources. Ainsi, les déséquilibres environnementaux sont liés au fait qu'ils ne font pas l'objet d'un échange monétaire régulé par les prix. En conséquence, R. Coase (1960) propose de définir des droits de propriété afin de pouvoir les échanger sur le marché. Ce principe par exemple est à l'origine de la mise en place du marché des droits à polluer.

Le modèle de production (Q) néoclassique développé par J. Cobb et P. Douglas (1928) repose sur la parfaite substituabilité des facteurs de production (travail (L) et capital (K)) : $Q = f(L, K)$. Si ce modèle conduit à l'équilibre par la combinaison des facteurs de production, elle ne permet pas d'expliquer le niveau et la dynamique de la croissance. Ainsi, R. Solow précise dans son modèle de croissance (1962) qu'il convient d'ajouter aux facteurs de production le progrès technique pour expliquer le niveau de la croissance.

Exemple : Dans le cas d'une étude menée sur la croissance française entre 1951 et 1969, J.-J. Carré, P. Dubois et E. Malinvaud évaluent à 5 % le taux de croissance moyen. Or les facteurs travail et capital ne contribuent qu'à 2,6 % de ce résultat. En conséquence, la partie résiduelle de la croissance s'explique en théorie par le rôle du progrès technique.

L'approche par la soutenabilité dans l'allocation des ressources

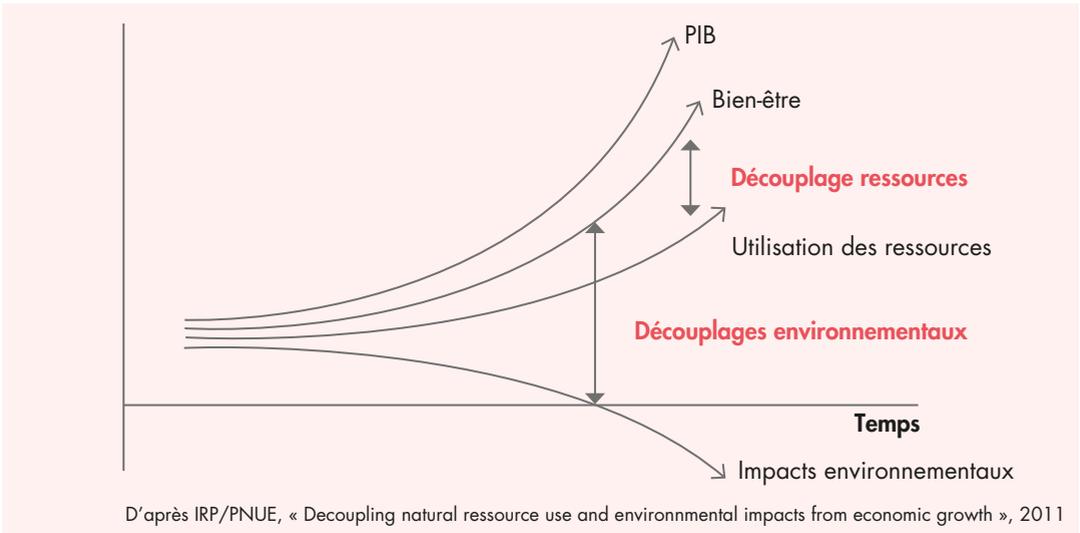
G. Hardin souligne, dans *La Tragédie des communs*, en 1968, que le comportement rationnel des acteurs conduit à la surexploitation des biens communs. En conséquence, l'idée de soutenabilité doit permettre de limiter les effets négatifs de l'activité humaine sur l'environnement. La logique de soutenabilité se traduit par la mise en place de politiques environnementales dont l'objectif est de concilier croissance économique et développement durable.

2. L'approche contemporaine des arbitrages

Le principe du découplage

Les politiques environnementales publiques soulignent la nécessité d'optimiser l'utilisation des ressources pour atténuer la pression exercée par l'activité économique sur l'environnement. Elles visent donc à renforcer le découplage entre la production, l'utilisation des ressources et les effets sur l'environnement. Il y a donc découplage lorsque la croissance du PIB devient supérieure à la consommation de ressources utilisées. Dans l'absolu, le découplage doit permettre de réduire la consommation des ressources tout en augmentant la richesse créée.

Figure 1.1 Le principe du découplage

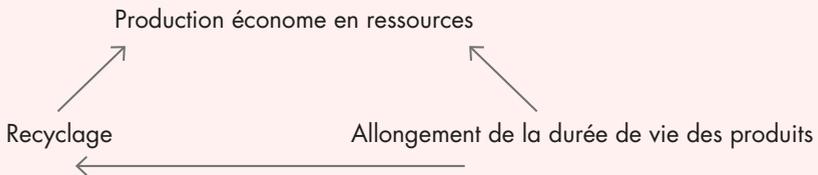


De l'économie linéaire à l'économie circulaire

L'activité économique se traduit traditionnellement par le schéma linéaire :

Extraction —> Production —> Consommation —> Destruction

L'approche de l'économie circulaire doit au contraire permettre de relier :

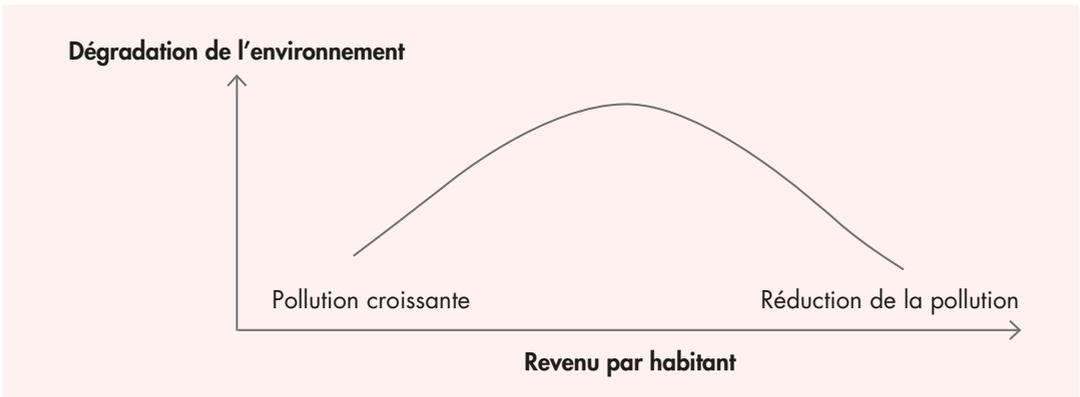


B Du développement économique aux rôles des politiques publiques dans l'allocation des ressources

1. Les effets de la croissance sur le développement économique et environnemental

L'expérience des pays développés a montré que l'enrichissement des populations s'est accompagné de la demande d'un environnement plus sain, ce qui a conduit à un renforcement des normes et à une amélioration de la qualité de l'environnement. Ce constat a conduit à formuler l'hypothèse suivante : la croissance serait nocive pour l'environnement dans les premiers stades du développement ; puis, au-delà d'un certain seuil de revenu par habitant, la croissance entraînerait une amélioration de la qualité de l'environnement.

Figure 1.2 Courbe environnementale du développement



La relation entre croissance et dégradation de l'environnement se présente dès lors sous la forme d'un U inversé : dans un premier temps, l'augmentation de la production dégrade l'environnement, puis, au-delà d'un point d'inflexion, la croissance réduit les dégradations environnementales sous l'effet technique en particulier. Cette logique repose sur le fait que l'environnement est assimilé à un bien supérieur (bien dont l'élasticité revenu est supérieure à 0) dont la demande augmente avec les revenus.

2. L'orientation des politiques publiques dans l'allocation des ressources

De la nécessité de l'intervention des autorités publiques à l'instauration des biens publics mondiaux

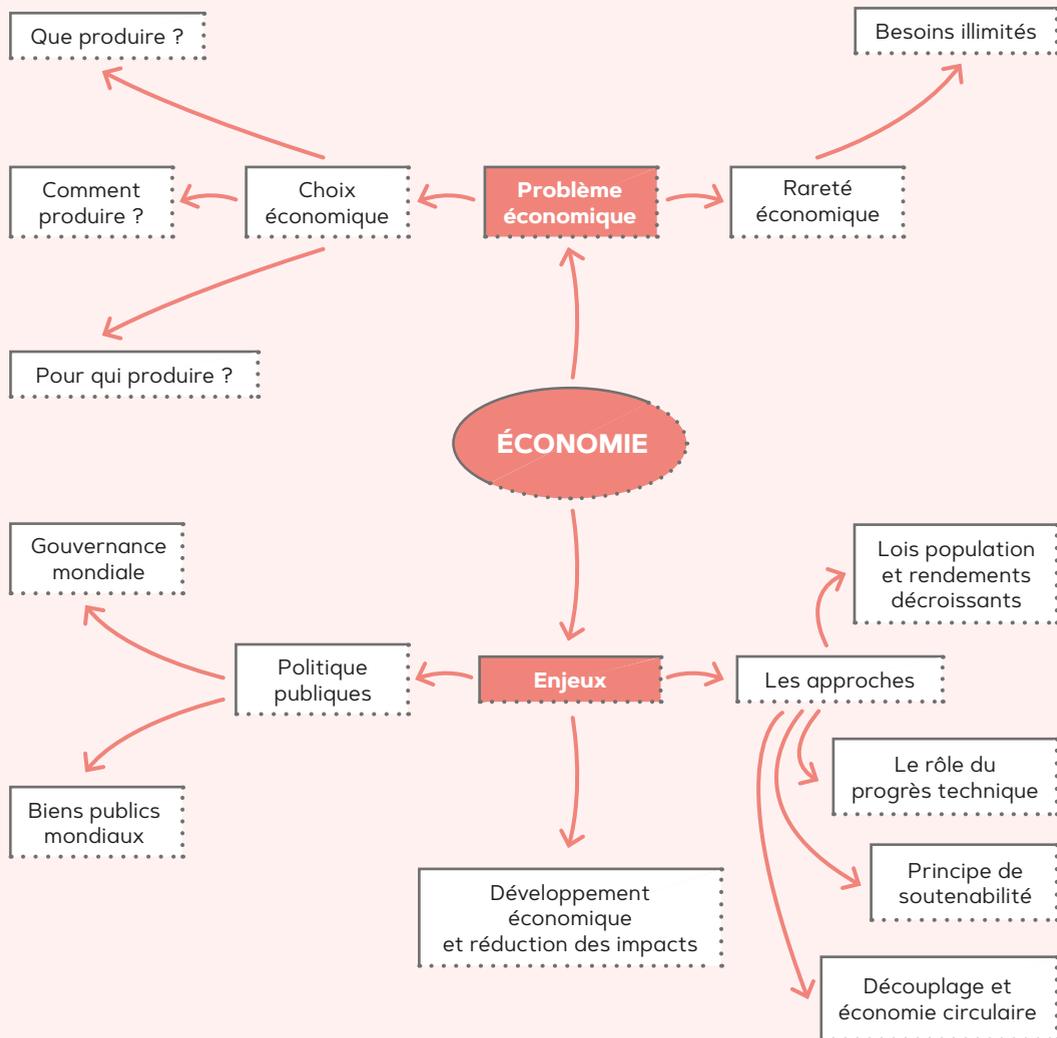
Les autorités publiques interviennent pour réguler l'équilibre concurrentiel lorsque les prix ne permettent pas d'établir un équilibre de marché. L'État est donc conduit à mettre en place des mesures juridiques, fiscales et économiques pour inciter et/ou contraindre les acteurs économiques (entreprises et ménages) à adopter un comportement vertueux. Lorsque les déséquilibres s'établissent à l'échelle mondiale (environnement, santé publique, normes juridiques...), ils sont gérés comme des biens publics mondiaux dans le cadre d'une gouvernance mondiale (ONU, OMC, OMS...).

L'évolution des accords sur les déséquilibres environnementaux

L'accentuation de la pression économique sur l'environnement a mis en avant le décalage entre les objectifs recherchés de réduction des gaz à effet de serre (GES) et la répartition des efforts entre les acteurs de l'économie mondiale. En 1997, le Protocole de Kyoto a constitué le premier accord international contraignant, pour les trente-huit pays développés dont l'activité est à l'origine de 39 % des GES (en 2010) afin de fixer des objectifs de réduction de 4 %. À l'issue de la période 2008-2012, les résultats sont contrastés. En effet, si l'Union européenne a diminué de 12 % ses émissions, le retrait des États-Unis à l'origine de 15 % des GES a relativisé les effets du protocole.

À l'issue de l'Accord de Paris (COP 21) de novembre 2016, les causes et les effets du changement climatique imposent les principes d'universalité, d'équité et d'efficacité afin que tous les participants participent à l'effort de réduction des GES en s'accordant sur les modalités à suivre à moindre coût.

SYNTHÈSE



Faites le point sur les notions clés : économie p. 14, mercantilisme p. 14, économie politique p. 15, science économique p. 16, besoin p. 16, ressource p. 17, rareté p. 18, loi de la population p. 20, loi des rendements décroissants p. 21.



Réviser avec
les flashcards



www.lienmini.fr/dcg05-02

● QCM ●

● Réponse unique ■■■



QCM interactif



www.lienmini.fr/dcg05-03

1 Les fondateurs de l'économie politique sont :

- a. J.-M. Keynes.
- b. A. Smith.
- c. D. Ricardo.

2 La théorie classique s'appuie sur :

- a. la notion de libre-échange.
- b. la valeur travail.
- c. la loi des rendements décroissants.

3 Sont des auteurs néoclassiques :

- a. L. Walras.
- b. K. Marx.
- c. J.-B. Say.

4 Le courant néoclassique a mis en évidence :

- a. l'équilibre entre l'offre et la demande.
- b. le concept d'utilité marginale.
- c. le concept de biens publics mondiaux.

5 Au sens économique un bien est rare :

- a. parce qu'il est en rupture de stock au sein d'un circuit de distribution.
- b. parce que sa production nécessite l'utilisation de ressources.
- c. parce que c'est un bien de collection.

● Plusieurs réponses possibles ■■■

6 La notion de besoin secondaire est :

- a. liée au contexte.
- b. objective.
- c. subjective.

7 La filière inversée montre que :

- a. l'individu conserve son libre arbitre en matière de besoins.
- b. les entreprises ont le pouvoir d'orienter les besoins.
- c. la publicité crée des besoins.

8 La demande est solvable lorsque :

- a. il s'agit d'un besoin primaire.
- b. le besoin peut être satisfait avec des ressources financières.
- c. les revenus du travail permettent de satisfaire les besoins.

9 Un besoin collectif :

- a. ne peut être satisfait que par l'intervention de la collectivité.
- b. émane d'un groupe social.
- c. satisfait des besoins de plusieurs personnes en même temps.

10 L'arbitrage économique chez les néoclassiques correspond à :

- a. Une nécessité due à la rareté des ressources.
- b. Un choix rationnel des agents économiques.
- c. L'intervention de l'État dans la sphère économique.

● Réponse à justifier 

11 Pour quelles raisons la science économique apparaît-elle avec les économistes néoclassiques ?

- a. Car elle se développe au cours de la révolution industrielle.
- b. Car elle s'appuie sur une méthodologie fondée sur la rationalité.
- c. Car elle s'inspire des modèles de la physique et des mathématiques.

12 Tous les biens sont-ils économiques ?

- a. S'ils ont une utilité à satisfaire un besoin.
- b. S'ils peuvent faire l'objet d'un échange.
- c. Si leur échange est déterminé par un prix.

13 Pour quelles raisons la croissance de la production chez Malthus et Ricardo conduit inéluctablement à la crise ?

- a. En raison de la loi des rendements croissants.
- b. En raison de l'inefficacité de la main invisible.
- c. En raison de la loi de la population.

14 La croissance de la production est-elle compatible avec l'idée de développement durable ?

- a. Non, cette question a été démontrée par l'exemple de la tragédie des communs.
- b. Oui, cette question a été résolue par la COP 21.
- c. Seulement si l'allocation des ressources est assurée en général par le marché.

15 Pour quelles raisons les économistes utilisent-ils le concept de bien public mondial ?

- a. Pour déterminer les situations dans lesquelles l'intervention de l'État est justifiée.
- b. Pour améliorer la production de biens économiques.
- c. Pour développer le commerce mondial.

— ● ÉTUDE DE DOCUMENT GUIDÉE ● —

DEUX APPROCHES DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE

« Pour définir l'objet de la science économique, deux thèses s'affrontent. Certains, comme Lionel Robbins et Ludwig von Mises, considèrent cette science comme « l'étude du comportement humain en tant que relation entre des fins et des moyens rares, qui ont des usages alternatifs ». D'autres, dans la tradition des classiques et de Marx, l'entendent comme l'analyse des structures et des formes de la production, de la répartition et de la consommation des biens matériels au sein des divers types de sociétés. La première définition est formelle, dans la mesure où ce qu'elle vise comme objet est cette propriété formelle de toute activité finalisée de posséder une logique qui en assure l'efficacité, face à une série de contraintes, par la combinaison d'un ensemble fini de moyens déterminés pour atteindre des fins déterminées. L'économie devient à la limite un aspect spécifique de toute activité humaine combinant des moyens pour atteindre des fins. Cette définition aboutit à dissoudre la science économique dans une théorie formelle de l'action finalisée, où rien ne permet plus de distinguer l'activité économique des activités orientées vers la recherche du pouvoir, ou du salut, ou du plaisir. Dans la pratique, pour la distinguer, les formalistes sont contraints de réintroduire clandestinement la définition réaliste des classiques, et aboutissent au même résultat, c'est-à-dire l'étude des mécanismes de la production et de la répartition des biens matériels au sein des divers types de sociétés. En définitive, l'économie est un domaine d'activités spécifiques (production, répartition de biens matériels, etc.) et, dans la mesure où le fonctionnement d'une activité sociale (religion, politique, etc.) entraîne l'usage de moyens matériels (construction de temples, offrandes aux dieux, *potlatch*, etc.), se présente également comme un aspect interne de l'organisation politique et religieuse d'une société, sans pour cela que la signification de ces structures sociales se réduise à cet aspect économique. »

Source : www.larousse.fr.

1. **Rappelez les deux approches de la science économique énoncées dans le texte.**
2. **Identifiez leurs points communs.**
3. **Démontrez en quoi la science économique peut être considérée comme une science humaine et sociale.**

CORRIGÉ

✓ COMPÉTENCES ATTENDUES :

- Mobiliser les connaissances du cours qui permettent de comprendre des éléments du document.
- Réutiliser les connaissances pour argumenter, justifier et nuancer sa réponse, en lien avec les éléments du document.
- Montrer son degré de compréhension et de réappropriation des connaissances.

Méthode

Dans un premier temps, pour aborder la question, il convient de la contextualiser. Il vous faut donc maîtriser la manière dont les premiers économistes (l'école classique) appréhendaient l'objet d'étude de l'économie et comment cette approche a évolué par la suite de manière scientifique (l'école néoclassique).

Dans un deuxième temps, cette mise en perspective doit vous permettre de faire la distinction entre les approches de ces deux écoles de pensée.

1. Les Classiques s'intéressent au « processus d'accumulation des richesses », ce que l'on nommerait aujourd'hui « le processus de croissance économique ». J. Garnier en donne cette définition. L'économie politique est la science de la richesse, c'est-à-dire la science qui a pour but de déterminer comment la richesse est et doit être le plus rationnellement produite, échangée, répartie, employée dans l'intérêt des individus comme dans celui de la société tout entière.

Les néoclassiques introduisent l'idée que les choses sont utiles si elles répondent à un besoin et en permettent la satisfaction. La science économique devient alors une science des choix devant prendre en compte la rareté des ressources face à des besoins illimités. Pour Lionel Robbins (*Essai sur la nature et la signification de la science économique*, 1947), c'est la science qui étudie le comportement humain en tant que relation entre les fins et les moyens rares à usage alternatif. Ce qui prévaut, c'est la rationalité de l'*homo œconomicus*, recherchant en toute chose la maximisation de sa satisfaction, ne s'occupant que de transformer les biens économiques. L'activité économique n'est pas distinguée des autres types d'activités humaines.

2. Les classiques et néoclassiques postulent l'existence de lois économiques naturelles, qui s'appliqueraient en tout lieu et en tout temps et une vision de l'ordre économique comme un ordre marchand (*éléments de connaissance issus du cours*).

Malgré leur approche différente, les néoclassiques doivent néanmoins distinguer l'activité économique et en arrivent comme les classiques à étudier les mécanismes de production, de consommation et de répartition.

3. La science économique étudie donc le comportement, les choix économiques des individus, les grandeurs et les mécanismes économiques, qui sont une dimension du fonctionnement des sociétés, avec les dimensions politiques, sociales, culturelles ou institutionnelles. Elle doit donc faire le lien avec les structures sociales, dans lesquelles sont insérés les phénomènes économiques étudiés. En cela, la science économique est une science humaine et sociale.



Dans le deuxième paragraphe de la réponse, les éléments de connaissance sont à la fois issus du cours et du document. Attention à ne pas paraphraser.



Il faut montrer ici votre degré de compréhension et de réappropriation des connaissances, faire preuve d'analyse, ce qui suppose d'avoir donné du sens aux connaissances.

AUTOÉVALUATION

La grille d'autoévaluation ci-dessous vous permet d'évaluer votre niveau et de vérifier si vos réponses correspondent aux attendus de l'examen.

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 4
	<i>Un premier élément de réponse, mais très incomplet, des erreurs, des contresens</i>	<i>Des éléments de réponse isolés, des approximations et/ou de la paraphrase</i>	<i>Question comprise : des éléments de réponse pertinents mais incomplets au niveau des savoirs et/ou de l'application</i>	<i>Compétence attendue mobilisée avec mobilisation complète des savoirs associés à la compétence. Application pertinente.</i>
<p>1. Rappelez les deux approches de la science économique énoncées dans le texte. (Voir section I.A du cours)</p>	<input type="checkbox"/> Vous repérez dans le texte l'approche formelle énoncée dans le début du texte mais ne parvenez pas à distinguer ou n'évoquez pas l'approche réaliste des Classiques.	<input type="checkbox"/> Vous vous appuyez sur vos connaissances et repérez les écoles de pensée Classique et Néoclassique et reprenez les éléments du texte.	<input type="checkbox"/> Vous repérez les deux écoles de pensée et mettez en avant l'objet par l'économie politique des Classiques de l'approche par la science économique des Néoclassiques sans en distinguer l'intérêt pour l'analyse économique.	<input type="checkbox"/> À partir de votre compréhension du cours, vous distinguez les deux écoles de pensée et leur finalité : science des richesses pour les Classiques et science des choix pour les Néoclassiques.
<p>2. Identifiez leurs points communs. (Voir section I.A du cours)</p>	<input type="checkbox"/> Vous repérez dans le texte des éléments de similitude (exemple « étude du comportement humaine » et/ou notion de « science » sans distinguer les écoles de pensée.	<input type="checkbox"/> Vous repérez des éléments de similitude : étude de la production, répartition, consommation, mais sans en comprendre les fondements et les différences selon les écoles de pensée.	<input type="checkbox"/> Vous vous appuyez sur votre cours pour comprendre l'existence dans les deux écoles de pensée d'une approche par l'existence de lois universelles et d'un ordre économique marchand. <input type="checkbox"/> Cependant, vous ne repérez pas la nécessité, dans l'approche néoclassique, d'analyser la science économique par les mécanismes de production, consommation et répartition déjà présente chez les Classiques.	<input type="checkbox"/> Vous vous appuyez sur la maîtrise de votre cours pour en extraire de manière synthétique les points communs des deux écoles et parvenez à préciser la similitude d'analyse des mécanismes de production, consommation et répartition.
<p>3. Démontrez en quoi la science économique peut être considérée comme une science humaine et sociale. (Voir section I.A du cours)</p>	<input type="checkbox"/> Vous reprenez dans le texte les éléments d'analyse qui font référence à la notion de science, d'activités humaines et la dimension sociale.	<input type="checkbox"/> Vous parvenez à établir une relation de causalité ou une corrélation entre activités humaines, conséquences et/ou phénomènes sociaux.	<input type="checkbox"/> Vous vous appuyez sur les approches de la science économique sans établir de relation avec les structures sociales dans lesquelles elle interagit.	<input type="checkbox"/> Vous comprenez que la science économique est un objet d'étude qui s'intègre dans une sphère d'étude plus large que sont les sciences sociales.

● EXERCICES ●

1 Étude de données chiffrées – Les principaux ratios de finances publiques en pourcentage



20 min.

✓ **COMPÉTENCE ATTENDUE : exploiter, interpréter, expliquer des données.**

Vous réalisez un stage au ministère de l'Économie et des Finances. Affecté à la direction du Trésor en charge de la production de notes économique, votre responsable vous demande d'étudier le document joint en répondant aux questions ci-dessous :

1. Qualifiez l'évolution du déficit du budget de l'État de 2014 à 2017.
2. Que mesure le ratio de la dette publique ?
3. Expliquez à partir des ratios ci-dessus, la nature des choix à réaliser par l'État dans la construction annuelle du budget.

Les principaux ratios de finances publiques en % du PIB

	2014	2015	2016	2017	2021
Déficit du budget de l'État	3,9	3,6	- 3,5	- 2,7	- 6,5
Dette publique	94,9	95,6	98,2	98,5	112,9
Recettes du budget de l'État	53,3	53,2	53,2	53,8	52,8
Dépenses du budget de l'État	57,2	56,8	56,7	56,5	59,2

Source : INSEE, 2021.

2 Étude d'un graphique – Contributions à la croissance du PIB réel de l'OCDE



25 min.

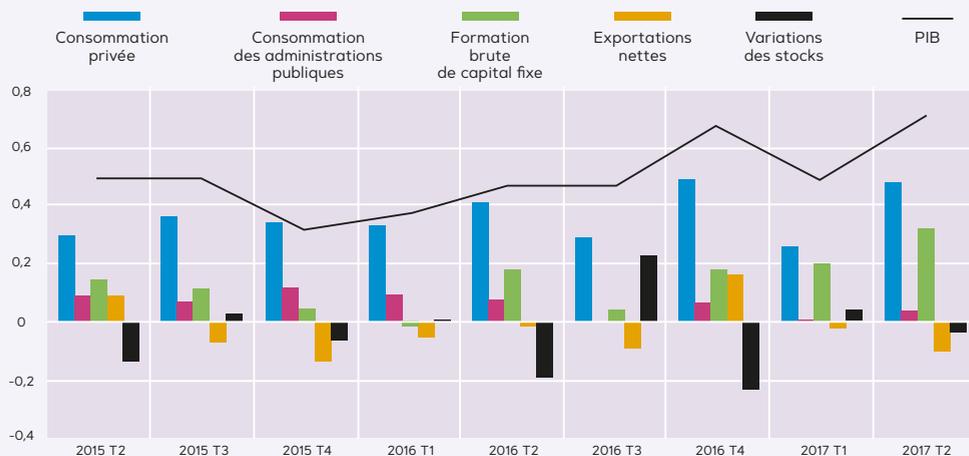
✓ **COMPÉTENCE ATTENDUE : repérer, caractériser et comparer l'évolution de grandeurs représentatives.**

Le directeur des études de l'OCDE intervient prochainement pour une conférence dans votre établissement, votre professeur d'économie vous charge de présenter les caractéristiques de la croissance du PIB réel de l'OCDE pour nourrir les questions qui seront posées au responsable de l'OCDE. Pour cela, il vous fournit le graphique ci-dessous et vous demande d'effectuer les tâches suivantes :

1. Indiquez la contribution de la consommation privée et des exportations pour le trimestre 4 (T4) en 2015.
2. Indiquez le niveau de la contribution à la croissance du PIB pour le trimestre 4 (T4) en 2015.
3. Repérez les principales caractéristiques de la croissance du PIB au sein de l'OCDE de 2015 à 2017.

Contributions à la croissance du PIB réel de l'OCDE

Points de pourcentage



Source : Comptes nationaux trimestriels : PIB réel et composantes – taux de croissance et contributions à la croissance.

3 Analyse économique à partir du dossier documentaire



✓ COMPÉTENCE ATTENDUE : analyser et synthétiser des documents de natures variées.

En Île-de-France, le secteur de la restauration produit 350 000 tonnes de biodéchets par an. Ceux-ci sont généralement incinérés ou enfouis, alors qu'ils pourraient être valorisés. Pour s'attaquer à ce fléau, les start-up Moulinot et Love Your Waste organisent une collecte auprès des restaurateurs franciliens et valorisent les biodéchets en biogaz ou en compost. Une start-up de la région PACA intéressée par le modèle développé par les deux start-up précédemment citées souhaite développer une activité de même type pour sa région, puis l'exporter dans d'autres pays d'Europe. Chef de mission dans un cabinet d'expert-comptable local, le dirigeant de la start-up vous demande de le conseiller dans ce projet, ce qui vous amène dans un premier temps, grâce au dossier documentaire, à procéder à une analyse approfondie des attentes et enjeux du Pacte vert.

1. À partir du texte, indiquez la raison pour laquelle le « Pacte vert » est qualifié de nouvelle stratégie de croissance.
2. À partir du graphique, analysez l'évolution des émissions mondiales de CO₂.
3. À partir des deux documents, indiquez les enjeux d'une croissance verte.

BASE DOCUMENTAIRE

Document 1 – Programme écologique de M^{me} Ursula von der Leyen

Document 2 – Émissions mondiales de gaz à effet de serre et trajectoires médianes pour rester sous les 2 °C en gigatonnes de CO₂

DOCUMENT 1 : Programme écologique de Mme Ursula von der Leyen

La nouvelle présidente de la Commission européenne avait promis un « Pacte vert » européen. Mercredi 11 décembre, elle a pris la parole devant des députés européens pour détailler les mesures de son programme écologique.

« Une Union plus ambitieuse » : tel était le titre du programme présenté par l'Allemande Ursula von der Leyen aux eurodéputés lors de son élection, en juillet 2019. À ces derniers, la candidate de droite (CDU) promettait alors de mettre cette ambition au service du climat et de l'environnement. Depuis, la présidente de la Commission européenne semble confirmer ses dires. Tout d'abord avec l'attribution du portefeuille climatique au premier vice-président exécutif de la Commission, le Néerlandais Frans Timmermans (social-démocrate). Puis avec la présentation d'un « Pacte vert » dix jours seulement après la prise de fonctions de la Commission.

Après un déplacement à la COP-25 de Madrid, Ursula von der Leyen a en effet présenté, le 11 décembre à 14 heures, les grands axes de ce Green Deal européen aux eurodéputés réunis en session plénière extraordinaire à Bruxelles.

Une « Loi climatique » présentée d'ici à mars 2020.

Celui-ci vise à doter l'Union européenne de nouveaux objectifs contraignants : une réduction plus importante des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030, et la neutralité carbone d'ici à 2050.

Le premier objectif, accompagné d'une étude d'impact, sera présenté dans un plan d'action à l'été 2020. Le second, la neutralité carbone, devrait être inscrit dans une « Loi climatique » présentée dès les prochains mois (d'ici à mars 2020) par le commissaire néerlandais.

Plus globalement, le programme écologique de la nouvelle Commission cherche à répondre aux grands défis environnementaux : transformation des circuits alimentaires, réduction des émissions de gaz à effet de serre, développement de l'économie circulaire ou encore protection de la biodiversité.

Ursula von der Leyen a insisté sur la nécessité d'être à la fois « ambitieux et réaliste », pensant ce Pacte vert avant tout comme une réponse aux mobilisations citoyennes pour le climat, et aux « millions de citoyens qui prennent conscience, qui se tournent maintenant vers les énergies propres ou choisissent d'éviter le plastique ».

« Une nouvelle stratégie de croissance »

Souhaitant « réconcilier l'économie avec la planète », l'Allemande a également présenté son Pacte vert comme un nouveau modèle de croissance. Une stratégie qui passerait par une « transformation de notre mode de vie, de production et de consommation ».

Plusieurs priorités ont été énoncées : « réduire les émissions [de CO₂], restaurer notre environnement, protéger la biodiversité, créer de nouvelles opportunités économiques, et améliorer la qualité de vie des citoyens ».

Comparant la transition écologique avec le développement du charbon et de l'acier dans l'après-guerre, la présidente a souligné « la nécessité pour les pays européens de s'unir », en 1949, avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), aujourd'hui autour du Green Deal.

Ces défis requerront l'action conjointe des institutions (à tous les niveaux, des maires aux chefs d'États) et des acteurs privés. Une stratégie de financement public sera présentée par la Commission européenne en 2020. La Banque européenne d'investissement (BEI) jouera un rôle de « levier » afin de soutenir les acteurs privés innovants. Au total, des investissements publics et privés de 260 à 300 milliards d'euros par an seraient nécessaires, soit plus d'1,5 % du PIB de l'Union européenne. À terme, 25 % du budget de l'Union européenne devraient être consacrés à la transition écologique.

Celle-ci pourra être créatrice d'emplois, de marchés et d'opportunités, selon M^{me} von der Leyen. Mais ce nouveau modèle de croissance devra également soutenir les populations touchées par cette transition : un mécanisme de « transition juste » serait mis en place à partir de 2020.

Source : www.touteurope.eu.

DCG 5

ÉCONOMIE CONTEMPORAINE

Manuel et applications

● MAÎTRISER TOUS LES SAVOIRS ET LES COMPÉTENCES

- Un cours complet et visuel
- Des fiches méthode pour comprendre les attentes de l'examen
- Des mises en situation
- 150 définitions de notions clés
- 75 exemples
- 16 schémas de synthèse pour réviser efficacement
- Des vidéos de professionnels

● S'ENTRAÎNER DE MANIÈRE INTENSIVE

- 240 QCM et 80 exercices de difficulté progressive
- Des cas pratiques guidés et corrigés
- Des grilles pour s'autoévaluer
- À flasher : QCM interactifs et flashcards pour réviser

● 7 SUJETS TYPE D'EXAMEN POUR ÊTRE PRÊT LE JOUR J

Un auteur expert

- **Stéphane DANG** est professeur agrégé d'économie-gestion et membre du jury de correction de l'UE 5.

De nombreuses ressources offertes sur le site compagnon



DCG Vuibert

Espace ENSEIGNANT

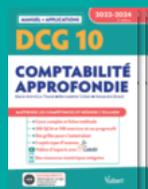
Collection DCG Se préparer à l'examen Vidéos des experts du Lab50 ACTUALITÉS DCG

- + Des corrigés
- + Un sujet-type d'examen corrigé supplémentaire
- + Toute l'actu de l'expertise comptable



www.dcg.vuibert.fr

13 manuels au service de la réussite



ISBN : 978-2-311-41229-1



9 782311 412291

Vuibert